



Document d'orientation adopté par l'assemblée générale de L'AFASPA du 30 mai 2015

Quelles solidarités face aux attaques impérialistes en Afrique?

1° Contexte international

La crise actuelle du système capitaliste née dans les années 70 se poursuit et s'approfondit. Ce n'est plus le système productif qui est à la manœuvre mais le système financier. Il décide de tout en économie et en politique. La crise est d'abord **une crise financière**. A l'origine, les prêts des années 90 accordés à des états non solvables, la dette privée des banques a été traitée en Europe et rachetée par les états. En transférant les avoirs fictifs au niveau des Etats la dette privée s'est transformée en dette publique, créant les difficultés aux états qui se sont fortement endettés et sont en situation de la payer, quitte à imposer une austérité facteur d'un chômage à 25% comme en Espagne, ou une perte du pouvoir d'achat comme en Grèce et au Portugal. Les injonctions du FMI et de la Banque mondiale qui ont mis à bas les avancées sociales issues des indépendances, s'en prennent aujourd'hui aux budgets des états du Nord.

La crise climatique est une conséquence directe de cette course aux profits financiers qui a pour corolaire le gaspillage organisé. Les politiques de pillage des ressources naturelles. Les USA, le Canada et l'Australie sont les principaux pays qui s'opposent à des mesures concrètes pour enrayer ce phénomène. L'Afrique devient la poubelle du monde « développé ». Le droit à polluer conduit à ce que le climat devienne une marchandise comme une autre.

La chute du prix du pétrole

Une telle opération avait déjà eu lieu il y a une quinzaine d'années, mais elle avait duré peu de temps. Avec l'excès de l'offre sur le marché mondial par rapport à la demande, les nouveaux gisements (pétrole de schistes) deviennent rentables. Les principales victimes collatérales sont le Vénézuéla, l'Iran et en Afrique, l'Algérie, le Nigéria, l'Angola... Les licenciements ont commencé dans ces secteurs avec des mesures de restriction de production. Fermetures d'entreprises ou arrêts de creusement.

L'impérialisme américain entend rester au cœur du système financier. Il utilise pour ce faire

- le dollar qui doit rester la monnaie de référence.
- son hégémonie militaire sur tous les continents. Quand bien même les USA rapatrient leurs unités combattantes, ils maintiennent des bases militaires. On en compte dans plus de 30 pays, principalement dans le bassin méditerranéen et autres zones stratégiques.
- l'extension du libre marché des capitaux.

La crise au Moyen Orient et son influence sur l'Afrique.

L'islamisme radical n'est pas sorti du néant. Contrairement à l'Islam qui s'est propagé en s'inscrivant dans l'existant, la doctrine du wahhabisme fait table rase de tout. Elle s'est propagée d'autant mieux que les USA ont aidée cette idéologie à s'installer en Asie pour y contrecarrer la perspectives d'une réelle indépendance en Indonésie, un des états le plus peuplé du monde, à proximité de la Chine et du Viet Nam où la guerre s'enlisait au Sud. Après le massacre des communistes (1 à 3 millions de morts), reconnu comme crime contre l'humanité par la Commission indonésienne des Droits de l'homme, ne restait plus que les mosquées pour contester le régime de dictature de Suharto. La doctrine à l'état latent a été armée en Afghanistan contre l'Union soviétique. La première guerre du golfe fut le début d'une coupure idéologique gigantesque entre le monde arabo-musulman et l'Europe.

Une partie des conservateurs américains et israéliens souhaitent réorganisation les états sur des bases ethno-politiques d'où le « nettoyage » permettant de créer des zones ethniques. Le choix du soutien aux Sunnites a pour but le business avec les monarchies du Golfe. Un soutien qui conduit à faire tomber les républiques, au nom de la lutte contre leurs régimes militaires dictatoriaux. Ce fut le cas en Irak, en Libye (attaquée à la demande du Qatar en outrepassant le mandat de l'ONU), en Syrie (où la position de la France n'a pas suivi celle des USA). En Afrique la partition du Soudan n'a rien réglé, aujourd'hui on y constate de nouvelles divisions et le régime de Khartoum. Le Nigéria, état puissant et riche, est menacé d'une même partition.

2° La politique de la France sous la présidence Hollande

Le régime hyper présidentiel instauré par Nicolas Sarkozy se poursuit sur le même schéma depuis mai 2012. Le choix est clairement affiché de faciliter les affaires. Les alliances et allégeances du pré carré africain de la France lui servent à jouer un rôle international, en particulier à l'ONU pour laquelle toute idée de réforme est rejetée, en particulier le droit de veto des cinq pays permanents qui jouent de la suprématie d'états détenteurs de l'arme nucléaire.

La cellule Afrique de l'Elysée a été supplantée par des conseils spéciaux et c'est l'Etat Major qui décide de tout. Le Drian et Cazeneuve sont les hommes importants du gouvernement Valls. On le constate dans le projet de loi relatif à la lutte antiterroriste, dont les mesures annoncées de surveillance sont grave pour les libertés individuelles et collectives. Elles sont propices à contrôler les mouvements sociaux et les solidarités qui s'expriment avec les peuples en lutte.

Dans le domaine économique

La France perd du terrain en Afrique : En part de marché elle est passée de 10 à 5% entre 2000 et 2011, dans toutes les zones où elle était fortement implantée sans pratiquement en gagner ailleurs. Quant la Chine, passe de 2% à 16% entre 1990 et 2011.

La dépendance énergétique de la France et de l'Europe est la toile de fond de la face « politique étrangère » du projet politique du gouvernement. Total a obtenu l'accord du gouvernement malgache pour des concessions offshore. Pour exploiter en toute sérénité les réserves de pétrole, il est nécessaire que les îles éparses soient françaises et que Mayotte le reste d'où sa départementalisation. Lors de sa visite aux Comores en juillet 2014, François Hollande a susurré au président, qui osait encore évoquer la nécessité de réintégrer Mayotte dans sa nation, qu'il était possible de gérer ensemble les réserves pétrolières prometteuses dans l'océan indien. Est-ce un nouveau défi impérialiste aux Nations unies qui, en 1977, ont reconnu la souveraineté de Madagascar sur les îles éparses autour d'elle ?

En décembre 2013 François Hollande a organisé le sommet de l'Elysée « **pour la paix et la sécurité en Afrique** », précédé d'un forum économique réunissant les entrepreneurs, sur le thème « **comment travailler ensemble pour que la croissance du continent africain puisse bénéficier à tous ?** ». Une belle opportunité pour lier intervention militaire et reconquête économique de la France. C'est l'illustration de la convergence des piliers de la politique française en Afrique au service des investissements privés.

Le capital est de plus en plus concentré et apatride. Les firmes sont plus que jamais multinationales. D'où le soutien aux entreprises avec la mise en place de structures et la mobilisation des ambassadeurs.

De nouvelles structures étatiques sont mises à disposition du privé pour la pénétration des entrepreneurs en Afrique : l'AFII (Agence Française pour les Investissement Internationaux) a fusionné au 1^{er} janvier 2015 avec l'UBI France, une agence Française pour le développement international des entreprises. Le tout est devenu Business France, censé devenir un fleuron sur l'export.

L'AFD (Agence française pour le développement) finance des projets de développement économique et social dans de nombreux pays pour une valeur de 6,8milliards euros, dont 5,9 milliards en Afrique subsaharienne. Elle sort de sa fonction d'aide publique au développement pour un soutien au secteur privé par sa filiale Proparco (Promotion et Participation à la coopération économique) qui a distribué 850 millions pour 63 projets dans divers pays essentiellement d'Afrique en 2013.

L'argent n'est plus versé aux Etats, mais aux entreprises françaises pour leurs affaires en Afrique.

Rôle du Franc CFA

Pour les 16 pays d'Afrique dont il est la monnaie, le Franc CFA est le cordon ombilical avec la France. Ces états, dits indépendants, sont contraints de placer 65% de leurs réserves de change sur un compte du Trésor français. L'ancienne puissance coloniale a la mainmise sur leurs économies et tient leur destin. En 1993 la dévaluation de 50% du Franc CFA décidée unilatéralement par le gouvernement Balladur a eu des conséquences économiques et sociales désastreuses. Il est aisé d'intervenir dans des pays dont les pouvoirs de leurs dirigeants sont amoindris. Il ne s'agit plus de coopération mais d'interventions économiques décidées par les hommes d'affaires venus d'ailleurs.

Présence et interventions militaires françaises en Afrique

La présence militaire française influe sur la politique des pays où elle est implantée et au-delà dans la région. En février 2013 des unités françaises étaient installées dans 11 états d'Afrique, au travers de forces pré positionnées, forces spéciales et celles en opération. Il faut y ajouter les unités de la Réunion et de Mayotte dépendant du commandement de forces armées de l'océan Indien.

« Le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale » d'avril 2013, coordonné par Hubert Védrines tend à réduire les arsenaux pour privilégier le développement de la surveillance, les unités aéroportées et les interventions en Afrique, missions définies par l'OTAN. L'objectif est de surveiller les forces de progrès dans les pays et d'exfiltrer les dictateurs déchus comme Blaise Compaoré qu'un avion français a emmené en Côte d'Ivoire.

Le Président de la République, chef des armées, gère son domaine réservé : l'armée. Comme ses prédécesseurs, il l'envoie guerroyer sans prendre avis auprès de scientifiques ou de spécialistes civils sur les dangers de jouer à ce jeu.

Les interventions militaires sont décidées avant ou après un débat sans vote à l'Assemblée Nationale puisqu'on ne fait pas la guerre, mais des « opérations extérieures ». On ne « bombarde » pas, on procède à des « frappes ». Nous avons là des régimes sourds aux réalités et aux conséquences de leurs décisions qui consistent à organiser un chaos permanent et à déstabiliser des états forts dont les dirigeants, ne répondent pas ou plus aux attentes du moment.

En Libye, les suites de l'attaque par la coalition franco-britannique sont désastreuses. Aujourd'hui deux gouvernements se sont installés au nord du pays pendant que le sud est sous contrôle des milices islamistes qui participent et laissent libre court et aux trafics d'armes, de stupéfiants et d'êtres humains. La situation est identique au Nord Mali où la France refuse au gouvernement malien le déploiement de son armée sur l'ensemble du pays. Elle soutient le MNLA, lui offre une représentativité qu'il n'a pas dans les tribus touarègues qui ne sont pas elles-mêmes majoritaires dans le peuplement de la région.

Cette tactique va dans le droit fil de la tendance à la partition des états forts et à leur réorganisation sur des bases ethnico-politiques. Voir ce qui s'est produit au Sud Soudan où rien n'est réglé pour autant et le Nigéria, état puissant et riche, n'est pas à l'abri d'une même partition.

Depuis les indépendances la France a fait 58 interventions militaires plus ou moins longues dans 23 pays d'Afrique. Les prétextes sont divers « *respect des accords de défense* », « *protection des ressortissants français* », « *maintien de la stabilité face au risque de chaos* », « *sécuriser le processus électoral* », avec la dernière version, « *l'ingérence humanitaire* ». En apothéose l'opération Berkane qui positionne 3000 militaires français pouvant intervenir dans 5 pays du Sahel, hors commandement de l'ONU !

C'est l'installation de fait d'une base française au nord Mali, repoussée en son temps par Amadou Toumani Touré. Cette stratégie tourne le dos à l'annonce faite par François Hollande que la France n'a pas vocation à rester au Mali. Les immenses réserves minières du sous-sol au Nord du Mali et du Niger ainsi que celles du Sud algérien sont au cœur des enjeux de la militarisation du Sahel et du soutien de la France à la rébellion touareg.

L'Organisation Internationale de la Francophonie

Bras armé des multinationales, la Francophonie se définit elle-même « pour figurer le dispositif institutionnel organisant les relations entre les pays francophones ». Elle n'est pas seulement l'instrument de domination politique et culturelle, elle joue un rôle économique indéniable.

Si l'Observatoire de la Langue Française recense 274 millions de francophones sur les cinq continents. C'est un calcul à l'emporte pièce quand on sait que 1% des malgaches parlent le Français, désigné en langage populaire comme « la langue pour donner des ordres ». Tananarive a été désignée pour héberger le prochain forum de la francophonie. C'est typiquement un choix économique utilisé pour épauler l'opération « Madagascar grenier de l'océan indien » gérée par la Commission de l'Océan Indien (COI) et censée produire ce qui est nécessaire aux autres pays de l'océan indien et ce que cette région exportera sous l'égide de la France vers les autres parties du monde.

L'OIF a sous ses ordres des outils comme l'Agence universitaire de la francophonie, TV5monde, l'Association Internationale des Maires francophones, l'Université Senghor et les Instituts français qui existent dans chaque pays

francophones et dans d'autres pays. C'est une belle couverture pour avancer les pions économiques sous prétexte de propositions et programmations culturelles et éducatives.

Toutes ces entités ont joué un rôle en réseau dans le coup d'Etat camouflé à Madagascar en 2009 pour les intérêts de Total. Idem en Côte d'Ivoire pour remettre Bolloré dans la course.

France n'est pas guérie du mal colonial

Poursuite du soutien indéfectible à l'occupation coloniale du Sahara occidental par le royaume du Maroc, avec le blocage au Conseil de Sécurité de l'ONU de charger la MINURSO de la surveillance des droits de l'homme comme toutes les missions de maintien de la paix de l'ONU.

La France ignore toujours les décisions de l'ONU sur la restitution de Mayotte et des îles éparses au large de Madagascar.

La plupart des ces élites mises en place par la France, fonctionnent en réseau, franc-maçonnerie, Lyons club, idem aux USA qui préparent la relève. Nombre de dirigeants sont maîtres de loges nationales et leurs connivences se révèlent dans les instances internationales. Quant aux dirigeants de ces pays aux commandes en Côte d'Ivoire, Burkina Faso (avant le coup de balai), au Togo, au Gabon, au Cameroun ... ce ne sont pas de simples marionnettes, ils sont en connivence avec les couches dirigeantes françaises et participent à la distribution des rétros commissions et au financement des partis. Les ambassades de France dans ces pays sont de véritables lieux d'immixtions dans la politique interne des états d'où se fait la coordination entre les élites. A Ouagadougou durant 10 ans l'ambassadeur de France fut un ancien général de la légion qui jouait véritablement le rôle de proconsul.

Positionnement de l'AFASPA

*** Soutien aux luttes d'indépendance politique, économique et culturelle, au droit à l'autodétermination des peuples.**

Ce qui implique de maintenir et de développer nos liens avec les progressistes africains organisés ou indépendants, d'être attentifs aux revendications portées par les syndicats, les associations et les défenseurs des droits de l'homme africains. De travailler en réseau avec les organisations africaines, internationales ou françaises pour donner ampleur et force à la solidarité.

La spéculation financière internationale qui a trouvé dans les accaparements de terres dans le monde et en particulier en Afrique devient une question majeure de paupérisation des populations paysannes et pose la question de la dépendance alimentaire des Africains.

*** Dénoncer les atteintes aux droits de l'Homme individuelles et collectives.**

La torture, les arrestations arbitraires, le viol des femmes utilisé comme armes de guerre et les disparitions forcées perpétrées par les Etats ou les groupes armés. Ces pratiques ne visent qu'à réprimer la contestation des pouvoirs en place en semant la terreur elles tentent d'étouffer l'expression populaire.

* **Mettre en convergence les luttes qui se mènent au Nord et au Sud** contre le libéralisme prédateur et une mondialisation au service de l'argent qui tend à organiser une compétition de main d'œuvre Nord-Sud, Est-Ouest au seul profit des actionnaires. Les luttes menées en commun permettent une meilleure prise de conscience de l'ennemi commun, elles ont plus de chances d'aboutir et concourent à préserver la dignité des peuples bafoués.

* **Dénoncer les rapports prédateurs qui obèrent le développement économique et social.** Depuis le commerce triangulaire, les rapports économiques Nord-Sud sont basés sur le concept de prédation. La colonisation de l'Afrique a permis de mettre en place le pillage des richesses naturelles au profit des puissances coloniales européennes qui n'ont pas implanté d'industries de transformation qui auraient pu permettre un décollage et l'indépendance économiques des nations nouvellement indépendantes. Les dispositions du processus de décolonisation ont permis de préserver voire de développer le système en place, tournant le dos à des relations de coopération d'intérêts réciproques et le développement les infrastructures de transport, d'accès à l'eau et à l'énergie. Dans ce sens, nous dénonçons toutes les formes de spoliations, d'accaparement des richesses naturelles par les nouvelles puissances impérialistes qui sévissent en Afrique, anciennes comme émergentes.

* **Continuer à exiger que les financements de l'Europe et des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale) cessent d'aboutir à un endettement illégitime** qui obère le développement économique des Etats africains.

* **Nous exigeons le retrait des troupes étrangères d'Afrique.** Pour la plupart les conflits du continent proviennent de la convoitise des richesses au profit de multinationales ou de la misère qui oppose les pauvres entre eux. Nous

soutenons la recherche de solutions politiques, dont les réponses se trouvent souvent au niveau social et économique, et de ce fait nécessitent pour les prévenir ou les résoudre que des acteurs autres que les seules parties au conflit, soient associés, en un mot : la société civile : groupements de femmes, associations de promotion de la Paix...

* **Nous dénonçons la permanence de domination** que constitue l'uniformisation culturelle soutenue par la mondialisation économique, la Francophonie et l'instrumentalisation des religions par des mouvements fondamentalistes. La mutilation pour les peuples que constitue l'étouffement des cultures locales et nationales durant la colonisation et ses suites. Nous revendiquons des échanges fructueux, des découvertes entre les peuples qui permettent de mieux de comprendre et de se respecter mutuellement.